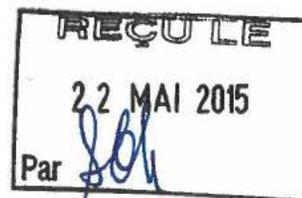

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA GESTION DES CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Date : _____

Les commissaires :

L'honorable France Charbonneau, présidente
M. Renaud Lachance, commissaire



Claude Marquis

REQUÉRANT

DÉCLARATION ASSERMENTÉE DE M. CLAUDE MARQUIS

Je, soussigné, Claude Marquis, résidant et domicilié au [REDACTED]
[REDACTED], affirme solennellement ce qui suit :

1. Mon nom a été cité lors des audiences par un seul témoin, M. Marc-André Gélinas, sans qu'aucune nuance ou contexte sur ma participation et mon rôle de représentant de GENIVAR (maintenant WSP) n'ait réellement été apporté;
2. Le simple fait d'avoir été cité à ce moment a eu un effet dévastateur sur ma réputation, sur mon entourage et sur ma vie professionnelle;
3. En effet, depuis ce jour, j'ai perdu mon emploi, et je ne travaille plus dans le domaine du génie-conseil, malgré que j'avais d'excellents états de service et une réputation hors de tout reproche;
4. Dans mon cas, soit dans le cas qui est reproché à GENIVAR, il s'agissait de pratiques commerciales décidées par mon employeur d'alors (GENIVAR) et les autres firmes de génie-conseil, décisions qui n'émanaient pas de moi;
5. Je n'ai initié aucune des actions qui ont été mise à jour par la Commission;
6. Je n'ai fait que me soumettre aux demandes de mon employeur d'alors (GENIVAR);
7. Je n'ai, par ailleurs, pas bénéficié d'un quelconque avantage et/ou bénéfice personnel de la participation de mon employeur d'alors (GENIVAR) dans ces pratiques commerciales;
8. Mon employeur d'alors (GENIVAR) avait décidé et justifié ma participation à ces réunions à la suite de l'adoption de la Loi 106 et suite à la volonté de l'AICQ (Association des Ingénieurs-Conseils du Québec) de ne pas respecter cette loi afin d'éviter une guerre de prix entre les firmes régionales de Gatineau;

9. Malgré le choix des moyens que les firmes avaient décidé, les honoraires facturés par GENIVAR étaient toujours établis selon le barème de l'AICQ moins 10%, tel qu'il en était le cas avant l'entrée en vigueur de la Loi 106;
10. Le but visé par l'AICQ était, comme mentionné, d'éviter une guerre de prix, mais de facturer des honoraires justes et équitables afin de rendre un service de qualité à la hauteur des attentes du client et des obligations de notre profession;
11. En ce qui a trait aux sanctions personnelles aux individus, le syndic de l'Ordre des Ingénieurs a fait enquête, mon dossier est devant le Conseil de discipline de l'Ordre;
12. J'ai donc encore une fois fait l'objet d'une mauvaise publicité qui a contribué à ternir plus encore ma réputation et me faire porter un fardeau qui ne devrait pas être le mien, alors que je m'étais fait imposé de suivre des directives de mon Employeur d'alors (GENIVAR);
13. Je devrais sous peu recevoir un blâme de mon ordre professionnel qui sera publicisé et portera atteinte une nouvelle fois à ma réputation;
14. Sans compter que je suis sans salaire depuis près de deux ans, que je dois défrayer les honoraires de mes avocats et que ma famille subit un stress énorme suite à cette affaire;
15. S'il y a une dette envers la société qui doit être payée pour des actions que j'aurais commises, je pense que je l'ai déjà plus que subi et payée; et je m'en excuse et repens profondément;
16. La Commission a fait un excellent travail suite au mandat qui lui a été confié, les éléments lui permettant de tirer des conclusions sont bien documentés et le fait de citer le nom d'acteurs mineurs ne m'apparaît pas essentiel pour la suite;
17. Par conséquent je vous saurais gré de prendre en considération ma requête de ne pas me porter de reproches personnels dans cette affaire et de ne pas citer mon nom dans le rapport final;
18. Tous les faits allégués dans la présente sont vrais;

Et j'ai signé


Claude Marens

Affirmé solennellement devant moi à
Gatineau, ce 21 jour de mai 2015


Commissaire à l'assermentation pour
le district de Gatineau